

FIL ROUGE

JOURNAL DU PARTI
SOCIALISTE VAUDOIS
N° 5 – JUIN 2021

Non, c'est non

Il faut réviser la dé-
finition du viol.

PAGE 9

Etat policier

Nos libertés prises
en otage.

PAGE 11

EN CAMPAGNE

Quel futur pour
l'agriculture suisse?

PAGES 4-7

JAB
CH-1003 Lausanne
Poste CH SA



L'inacceptable violence du gouvernement colombien

édito La Colombie, un pays très inégalitaire, est en pleine crise sociale et politique; 62% de sa population vit en dessous du seuil de pauvreté. La très mauvaise gestion de la pandémie aggrave la situation. En réponse à la crise, le gouvernement de droite dure d'Iván Duque a instauré des réformes fiscales, sanitaires, du travail et des retraites qui mettent à genoux les classes moyennes et basses de la population.

Une grève nationale a été entamée le 28 avril dernier contre cette politique, mobilisant dans les rues des millions de colombiennes et de colombiens. Partout dans le pays, des jeunes et des moins jeunes, employé-es et étudiant-es, toutes classes sociales confondues, se sont uni-es d'abord contre une réforme fiscale jugée inopportune et générant des inégalités de plus en plus criantes, pour finalement créer un réel mouvement protestataire et pacifique.

Devant l'ampleur de cette explosion populaire, le gouvernement a fait le choix de la manière forte. Malgré sa censure des réseaux sociaux, des scènes et images terrifiantes de civil-es réprimé-es et massacrés sont diffusées partout dans le monde par les citoyen-nes.

Sommaire

édito L'inacceptable violence du gouvernement colombien ► PAGE 2 — **poing fort** Le béton n'est que la conséquence du problème ► PAGE 3 — **dossier** La Suisse des champs ► PAGE 4 — **dossier** Les (vrai-es) damné-es de la terre ► PAGE 4 — **dossier** «Vers le bio, on y va»: à la rencontre de Mireille Ducret, présidente des Paysannes vaudoises ► PAGE 5 — **interview** Brigitte Crottaz «Il est nécessaire de contraindre» ► PAGE 6 — **interview** Claude Quartier «Il ne faut pas interdire» ► PAGE 7 — **actualité** Crise du COVID-19: les jeunes n'ont pas été oubliés ► PAGE 8 — **actualité** Loi sur le CO₂: un pas pour le climat ► PAGE 8 — **actualité** Brèves ► PAGE 8 — **actualité** En Suisse, qui ne dit mot consent ► PAGE 9 — **vie du parti** Billet de la Présidence: quelle agriculture voulons-nous? ► PAGE 10 — **vie du parti** Billet du Grand Conseil: pensons le sport de demain ► PAGE 10 — **vie du parti** Billet du secrétariat: NON à une loi liberticide ► PAGE 11 — **vie du parti** Agenda ► PAGE 11 — **portrait** Sandra Glardon ► PAGE 12

FIL ROUGE

Le journal du PSV est produit par une rédaction composée de militant-es. Nous souhaitons contribuer aux combats actuels pour le progrès social – sans oublier d'où nous venons et qui nous sommes. Notre fil rouge, ce sont nos valeurs et notre histoire. Ensemble, rédigeons ce nouveau chapitre du socialisme démocratique.

La rédaction est ouverte à chaque membre du PSV – et nous accueillons volontiers vos idées, avis et lettres de lecteur-trices à l'adresse: redaction@ps-vaud.ch

IMPRESSUM

Responsable: Andrea Mürger
Rédacteur en chef: Romain Felli
Rédaction: Aymen Belhadj, Chloé Besse, Preeti Damon-Schaerer, Siméon Goy, Guillaume Guenat, Latha Heiniger, Deborah Intelisano, Ihsan Kurt, Paloma Lopez, Bernard Morel, Ione Ramel, Najia Trottet
Editeur: Parti socialiste vaudois
Adresse: Chauderon 5, 1003 Lausanne
Contact: 021 312 97 57 redaction@ps-vaud.ch
Maquette: Stéphanie Tschopp www.madamepasteque.ch
Impression: Imprimerie du Journal de Sainte-Croix et environs
Abonnement: 25 francs
Parutions: 6 parutions annuelles



METTRE LÉGENDE © Pixabay

Le béton n'est que la conséquence du problème

alternatives L'occupation du Mormont par les zadistes a mis en lumière la surconsommation du béton. Que faire pour en être moins dépendant? Éléments de réponse avec Laurent Guidetti.

La «bétonnisation» de nos villes et de nos campagnes occupe l'actualité depuis de nombreuses années, mais sans doute n'a-t-on jamais autant parlé du sujet que durant les cinq mois de l'occupation de la colline du Mormont par les zadistes. Cet événement nous a fait prendre conscience à quel point le béton a envahi le paysage, à quel point le développement économique et urbain en est dépendant. Ce qui a engendré de nombreuses réactions, diabolisant d'un coup cette matière qui sort de l'usine Holcim d'Éclépens.

«Cette tendance qui veut que, tout d'un coup, on doive cesser d'utiliser le béton me dérange car ce n'est pas tout ou rien», dit Laurent Guidetti, architecte et membre de la commission Énergie et environnement du PSV. Pour lui, le béton reste un matériau indispensable dans le monde de la construction.

«C'est ce qu'il y a de mieux pour répondre aux normes qu'on nous impose, poursuit-il. Il représente la meilleure solution, nettement supérieure au bois par exemple, en matière d'isolation phonique dans un bâtiment locatif. En plus, le béton a l'avantage d'être bon

marché.»

Matériaux bio sourcés

Si on ne peut pas supprimer le béton, existe-t-il malgré tout des matériaux alternatifs qui permettraient d'en réduire la consommation? «Bien sûr que des matériaux bio sourcés, qui viennent du vivant, peuvent être utilisés, reprend Laurent Guidetti. Des isolations à base de chanvre, de paille, de laine de mouton ont une efficacité très intéressante. Une entreprise fabrique également des briques en terre crue. Mais sur toutes ces matières, il n'y a pas vraiment de marché. Il faudrait pouvoir créer des filières. Évidemment que le bois a aussi sa place, même si, comme relevé plus haut, c'est moins efficace en matière d'isolation phonique. Et dans son exploitation, il convient de garder une proportionnalité.»

En fait, pour Laurent Guidetti, «le béton n'est que la conséquence du problème». C'est notre mode de vie qu'il faut changer, selon lui. Et de prendre en exemple un domaine qui lui est cher: l'omniprésence de la voiture. «Dès lors que vous décidez de faire un parking souterrain, sous

un immeuble ou au cœur d'une ville, du genre Riponne, Chauderon à Lausanne, vous ne pouvez pas utiliser une autre matière que le béton, relève-t-il. La «bétonnisation» des villes est en grande partie due à la présence des voitures. Il ne s'agit pas d'être intégriste envers le béton, mais il faut le garder pour les ouvrages d'intérêt public, en particulier pour les transports en commun. D'un point de vue climatique, il est important d'adapter les villes. Planter de la forêt au détriment du béton, donc des voitures, pour y abaisser la température.»

Recyclage : oui, mais...

Le béton peut-il être recyclé? «Oui ça se fait, mais ce n'est pas la panacée», avertit Laurent Guidetti. Il explique: «On peut le concasser et réutiliser les agrégats. Mais le béton ainsi recréé ne possède pas les mêmes qualités statiques et on ne peut dès lors pas en faire usage pour les structures. De plus, il nécessite l'apport de ciment, donc au niveau des émissions de CO₂, le problème reste entier.»

Rénover plutôt que construire

Adeptes d'une certaine décroissance, Laurent Guidetti estime que pour réduire la consommation de béton, la rénovation de ce qui a déjà été construit devrait prendre le pas sur l'édification de nouveaux immeubles. «Certes, ça a un coût, souligne-t-il. Une étude a été menée sur le prix d'un assainissement de l'ensemble du parc immobilier vaudois pour atteindre la neutralité carbone: 15 milliards de francs. Les 50 millions que propose le Conseil d'État sont déjà une somme importante, mais loin du compte de ce qui serait vraiment nécessaire. Cela dit, cet assainissement ne permettrait une économie d'énergie que de 0,8 tonnes par habitant, soit à peu près l'équivalent d'un vol jusqu'à Moscou.» Il considère aussi que le besoin perpétuel de nouveaux logements est subjectif. «On pourrait très bien vivre avec moins de surface, ce qui réduirait le nombre de constructions.»

■ BERNARD MOREL

La Suisse des champs

agriculture Bref portrait du secteur agricole helvétique.

La Suisse charge la Confédération de guider une politique agricole (PA) du pays «répondant à la fois aux exigences du développement durable et à celles du marché». En 2018, la Confédération rabotait les investissements et mesures sociales pour l'agriculture. La prochaine réforme de la politique agricole, la PA22+, entendait prendre à cœur les enjeux écologiques de l'agriculture et revoyait les budgets à la hausse avec une enveloppe de 13.8 mia CHF. Pas du goût de la droite qui a bloqué le projet, risquant

de repousser sa mise en œuvre en 2025.

XXX XXX XXXXXXXX

En attendant, la situation agricole suisse est mitigée. En 2020, la valeur ajoutée agricole suisse représentait 4.4 milliards de francs, en hausse constante depuis des années. Malgré la libéralisation du secteur pendant années 90, ce dernier reste très soutenu publiquement : 21% du revenu paysan provient des aides directes, avec un budget de 11,25 milliards de francs pour

la PA2018-2021. Ces dernières rétribuent le service public fourni par les travailleur.se.s agricoles, notamment en terme d'entretien des paysages et de l'environnement. Mais la comparaison historique met en lumière un secteur qui peine, avec des exploitations toujours moins nombreuses, une concentration des terres, et un vieillissement de la profession, toujours moins formée que la moyenne, souvent isolée et dépendante des grands distributeurs.

Alors qu'un peu plus de la moitié de la production est destinée à la consommation interne, l'agriculture suisse s'est progressivement ouverte aux marchés internationaux, principalement européens. Depuis 2000, les importations – fruits et produits animaliers en tête – ont augmenté de 50% pour arriver à 12.2 milliards de francs, et les exportations – café, chocolat, tabac, produits laitiers – ont bondi de 170% pour se monter à 9.5 de francs.

■ GUILLAUME GUENAT

2000

- **70'537** exploitations
- **1'072'429** hectares
- **15** hectares en moyenne par exploitation
- **203'793** (47% à temps plein)



2020

- **49'363** exploitations
- **1'044'034** hectares (27% de terres ouvertes, la moitié pour la production de céréales, 70% pour l'élevage)
- **21** hectares en moyenne par exploitation
- **149'521** travailleur-euses (44% à temps plein)

Les (vrai-es) damné-es de la terre

On oublie trop facilement qu'il existe en Suisse une catégorie de travailleuses et travailleurs privé-es d'à peu près tous les droits, trimant des heures infinies pour un salaire de misère : les 30'000 ouvriers et ouvrières agricoles (40% de femmes). Employé-es sur une petite moitié des exploitations du pays (les autre se composent uniquement de l'exploitant-e et de sa famille), cette main d'œuvre essentiellement migrante n'est pas protégée par le droit du travail. Ils et elles

effectuent 53h de travail par semaine en moyenne, soit près de 10h hebdomadaires de plus que le maximum légal pour les autres travailleuses et travailleurs, pour un salaire équivalent à la moitié seulement du salaire médian, soit à peine 3200.- CHF/mois (le Canton de Vaud a fixé un salaire minimal à 3444.- CHF/mois).

Pourtant les grandes exploitations agricoles en Suisse –celles qui bénéficient de la concentration des terres et du capital– dégagent d'années en

année plus de revenus, très largement subventionnés. Ce sont elles qui emploient le plus d'ouvriers et ouvrières agricoles. Il serait temps qu'elles améliorent les conditions de travail et revalorisent les salaires ; et il serait temps que la gauche –et les syndicats incluent ces travailleuses et travailleurs dans leurs revendications pour un salaire minimal.

Ces informations sont tirées de : Plateforme pour une agriculture socialement durable, Travailleurs et travailleuses

agricoles à la peine, Ed. du CETIM, Genève, 2020 (disponible gratuitement en pdf via le QR Code ci-dessous) ■ RF



«Vers le bio, on y va»

sur le terrain Pour Mireille Ducret, exploitante d'un domaine avec son mari à Renges et présidente des Paysannes vaudoises, l'évolution écologique est inéluctable.

Renges, hameau agricole de la commune d'Ecublens, proche de la Venoge: c'est là que Mireille Ducret et son mari ont grandi, à 150 mètres l'un de l'autre, dans deux exploitations différentes, l'une maraîchère, l'autre à vocation laitière. Là qu'ils travaillent, avec leurs enfants, dans un domaine qui recouvrent des grandes cultures (blé, maïs, colza, tournesol et betteraves) et des cultures maraîchères avec un marché à la ferme. C'est dire s'ils se sentent concernés par les deux initiatives.

«Nous avons hérité d'un domaine, nous y travaillons avec mon mari et nous voulons le transmettre à nos enfants», nous dit Mireille Ducret. Par cette affirmation, la présidente de l'Association des paysannes vaudoises (APV), veut montrer son attachement à la terre de son enfance et sa volonté de la garder belle et riche. Alors si elle dit non aux deux initiatives, ce n'est pas par anti-écologie. «Vers le bio, on y va, affirme-t-elle. Le côté idéal que ces initiatives promeuvent, on y arrivera. Mais les conditions extrêmes qu'elles imposent me feront les rejeter.»

Dix ans, c'est demain

Mireille Ducret explique son choix: «Certaines cultures, le colza et la betterave en particulier, sont en grand danger si on doit se passer de produits de synthèse. Les initiants parlent certes d'un délai de dix ans pour nous adapter. Mais ce

n'est pas assez. Nous sommes tributaires de la recherche pour le développement de nouvelles variétés. Dans le monde agricole, dix ans, c'est demain. Un domaine est un paquebot avec beaucoup d'inertie. Nous devons en permanence anticiper sur le plus long terme.»

Un gros travail a été fait au fil des années pour réduire et mieux cibler les traitements, selon Mireille Ducret. «La génération de mon beau-père a été formée pour produire, poursuit-elle. Après la deuxième guerre mondiale, la priorité était de nourrir la population. Mon mari a eu la même formation, mais en beaucoup plus pointu. Mon fils est ingénieur dans le génie thermique et tourné vers l'écologie. L'agriculture a beaucoup progressé en direction du bio ces dernières années. Concernant le blé, nous sommes en production intégrée – ndlr. le label coccinelle – et nous faisons tout pour ne traiter qu'un minimum nos autres cultures.»

Revenant sur les deux initiatives, Mireille Ducret laisse entendre que «quel que soit le résultat, je ne crierais pas victoire ni ne pleurerai». Et d'expliquer: «L'agriculture est d'un bout à l'autre de la chaîne et va continuer à s'adapter, même si le non l'emporte. En fait, davantage que le résultat, c'est l'incompréhension dans le clivage ville-campagne qui m'inquiète.» ■ BERNARD MOREL



XXXX XXXX XXX XXX © Bernard Morel

«Le côté idéal que ces initiatives promeuvent, on y arrivera. Mais les conditions extrêmes qu'elles imposent me feront les rejeter»



METTRE LÉGENDE • PSV

«Il est nécessaire de contraindre»

deux fois oui Conseillère nationale et médecin, Brigitte Crottaz est d'avis que les initiatives «contre les pesticides de synthèse» et pour «une eau potable propre» répondent à un besoin.

Brigitte, en tant que médecin-endocrinologue, comment réagis-tu face aux deux initiatives?

Je ne me positionne pas contre les agriculteurs et les viticulteurs, mais en faveur de la préservation de la santé. Parmi les effets secondaires des produits phytosanitaires, il y a les perturbateurs endocriniens. Mais le plus grave, ce sont les effets cancérigènes de ces produits et la disparition de la biodiversité. En Suisse, nous n'avons aucun registre sur la toxicité des produits de synthèse. Ni aucune étude sur leurs effets à long terme. En France, le lymphome, le parkinson et le cancer ORL sont reconnues comme maladies professionnelles chez les agriculteurs. Concernant l'eau, les nitrates sont des polluants très dangereux. Il est important aussi d'interdire aussi l'usage des antibiotiques à titre préventif car on les retrouve dans l'eau et ils provoquent l'antibiorésistance.

Estimes-tu que l'agriculture suisse ait les moyens de remplir les critères très exigeants des initiatives?

L'initiative contre les pesticides donne 10 ans à l'agriculture pour cette transition. C'est un délai suffisant pour qu'elle soit possible. Durant ce laps de temps, il sera essentiel de financer la recherche agronomique pour trouver des substances de remplacement. Il faut bien comprendre que ces initiatives ne sont pas dirigées contre les paysans, mais contre l'industrie agro-chimique. Est-ce normal que la TVA ne soit que de 2,5% sur ses produits? On reproche à ces initiatives d'être trop extrêmes. Je dirais plutôt qu'elles sont ambitieuses et qu'il est nécessaire de contraindre, sans quoi on avance trop lentement. En 2008, l'Office fédéral de l'environnement avait fixé treize objectifs environnementaux pour l'agriculture. Dix ans plus tard, on a constaté qu'aucun n'avait

été atteint. Alors il est temps d'agir. Tout le temps qu'on perd, on ne pourra plus le rattraper.

Compte tenu des cli-vages que provoquent ces initiatives, n'aurait-il pas mieux valu un contre-projet, comme il en a été question, qui aurait certainement emporté davantage d'adhésion?

Peut-être. Mais l'opposition à un contre-projet n'est pas venue de notre côté. Ce sont les lobbies agro-chimique et paysan qui n'en voulaient pas. Preuve aussi de leur volonté de freiner tout changement, le rejet de la politique agricole 2022 (PA 22+) que la droite du parlement a décidé de geler.

Une paysannerie suisse 100% bio et des commerces, y compris en grande surface, qui n'offrent que des produits bio, est-ce vraiment réaliste?

Oui c'est réaliste. Bien sûr qu'il y aurait une baisse de la production d'environ 20%. Sachant qu'il y a actuellement beaucoup de gaspillage, de marchandises qui doivent être jetées, en particulier dans les fruits et légumes, elle pourrait être en partie compensée. Bien sûr, les lois d'application devront permettre d'accompagner les agriculteurs. Au niveau des prix, dès lors que le nombre de paysans bio irait en s'accroissant, un équilibre s'établirait. Je l'admets, le plus difficile sera de contrôler les importations. Mais j'espère que dans les 10 ans à venir, d'autres pays se dirigeront aussi vers des normes plus écologiques. Nos voisins suivent d'ailleurs avec intérêt ce qui se passe actuellement chez nous avec ces deux initiatives. Sans tomber dans l'utopie, on peut améliorer considérablement l'impact environnemental de notre agriculture. ■ PROPOS RECUEILLIS PAR RERNARD MOREL

«Il ne faut pas interdire»

deux fois non Ingénieur agronome et ancien rédacteur en chef d'«Agri», Claude Quartier comprend la motivation des initiant·es, mais ne leur apporte pas son soutien.

Claude Quartier, vous avez côtoyé le monde agricole durant toute votre vie professionnelle et venez de sortir un livre sur l'agriculture romande. Comment réagissez-vous face aux deux initiatives sur lesquelles nous voterons le 13 juin?

Je comprends les motivations qui les ont engendrées. Elles sont dans l'air du temps, mais ne correspondent pas à la réalité du terrain et c'est un double non que je vais glisser dans l'urne. Ce qui me dérange, ce sont toutes les interdictions qu'elles engendreraient. Même Bio Suisse s'oppose à l'initiative «Eau potable propre» parce qu'elle oblige à nourrir les animaux exclusivement avec les fourrages produits sur l'exploitation. Ce qui poserait de très gros problèmes. Interdire, ce serait aussi se couper de progrès futurs. Si le oui sortait vainqueur, toute l'évolution vers de nouveaux produits de synthèse s'en trouverait bloquée. Or on doit pouvoir le développer.

Une agriculture toujours plus écologique, c'est un but louable, non?

Que la pression existe pour poursuivre dans cette direction est une bonne chose. A cet égard, je regrette que la politique agricole 2022 proposée par le Conseil fédéral ait été gelée par le parlement. Aujourd'hui, il y a des exigences auxquelles les agriculteurs sont contraints de se soumettre et des objectifs qu'ils doivent atteindre. Par exemple, le programme Extensio interdit l'utilisation de tout produit phytosanitaire, sauf un herbicide, pour les céréales, le colza, les pois et le tournesol et alloue aux exploitants qui le respectent une subvention de 400 francs à l'hectare depuis 1991. Ce programme est de plus en plus suivi. Le glyphosate est autorisé, mais depuis 2008, les ventes ont diminué des deux tiers en Suisse. Le gaucho néonicotinoïde est interdit depuis 2019. Les mesures préconisées par le Conseil fédéral pour les cinq ans à venir vont dans le bon sens.

Selon vous, les produits de synthèse ne seraient pas forcément tous à proscrire?

Il y a une diabolisation autour des produits de synthèse. Or certaines techniques permettent de sauver des cultures tout en

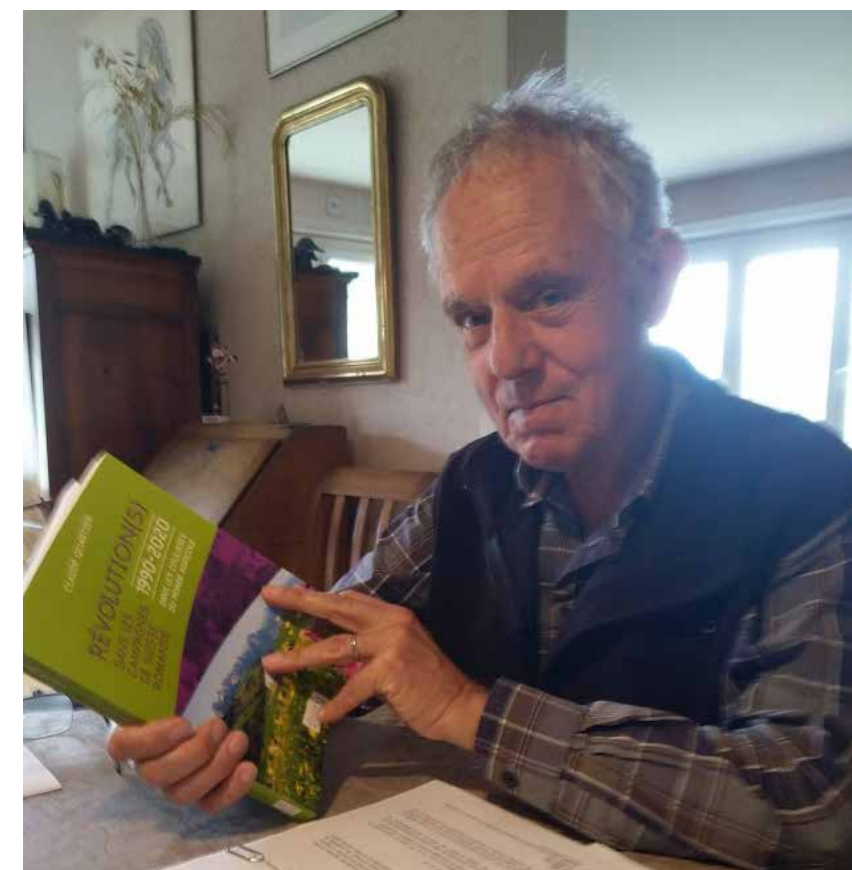
offrant un progrès d'un point de vue environnemental. Prenons l'exemple de la confusion sexuelle. Le ver de grappe est un parasite destructeur pour la vigne. Pour en éviter la reproduction, des phéromones de synthèse sont diffusés dans l'air. Le papillon ne retrouve plus sa femelle, donc les chenilles disparaissent. Cette technique a permis la réduction de la majeure partie des insecticides dans le vignoble suisse.

Une paysannerie suisse totalement bio, c'est une utopie?

Les producteurs bio représentent le 15% en Suisse. Les 85% qui ne sont pas bio ne pratiquent pas pour autant une paysannerie assassine. Notre pays offre une agriculture de

proximité qui n'a rien à voir avec le productivisme en vigueur aux Etats-Unis, voire même en France. On évoque beaucoup les circuits courts, les marchés à la ferme, mais sans la grande distribution, Migros et Coop en tête, jamais le bio n'aurait pu connaître un tel développement chez nous. Je pense que les gens ont de l'agriculture une vision romantique, voire archaïque, ignorant toute la structure et l'organisation qu'il y a derrière pour, par exemple, que le lait extrait de la vache se retrouve 24 ou 48 heures plus tard dans une brique, sur l'étagère d'un magasin. Avoir une production la plus clean possible tout en restant compétitive, voilà le difficile exercice d'équilibre auquel nous devons faire face

■ PROPOS RECUEILLIS PAR RERNARD MOREL



METTRE LÉGENDE • BERNARD MOREL

«En Suisse, nous avons une agriculture de proximité»

Quelle agriculture voulons-nous?



L'âpre débat qui se déroule autour des deux initiatives dites phytosanitaires illustre les difficultés que

nous avons dans ce pays à parler franchement de politique agricole – comme si ce thème devait être la chasse gardée de la profession et de quelques lobbies, ce qu'elle est d'ailleurs depuis bientôt cent ans. L'occasion, ici, d'affirmer quelques vérités.

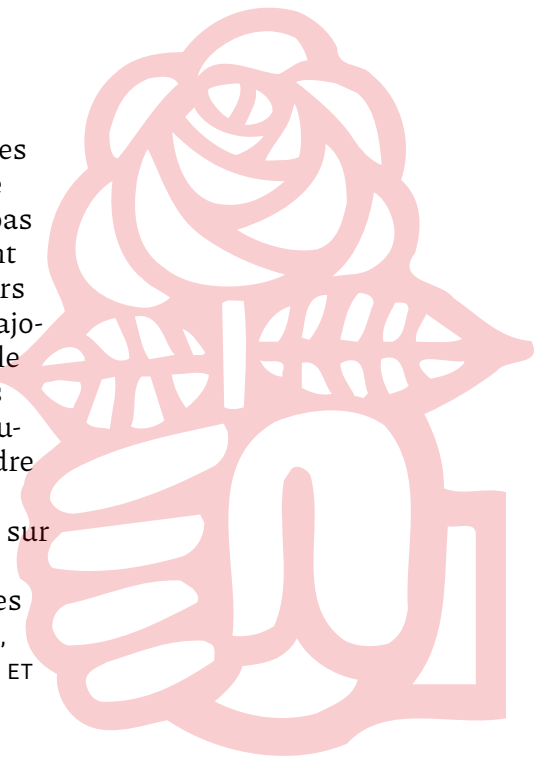
L'agriculture suisse d'aujourd'hui est tiraillée entre deux exigences mutuellement exclusives: celle de produire autant que possible, et celle d'être plus respectueuse de l'environnement. Or, produire plus implique une intensification de nos méthodes de production, avec tout ce qui s'y rattache. A

l'inverse, une agriculture plus biologique, plus respectueuse de l'environnement, implique une baisse de productivité, et donc une hausse de nos importations agricoles.

Outre qu'il faudra trancher un jour entre ces deux scénarios, le vrai enjeu est bien de savoir qui doit répondre à cette question. A ce titre, la campagne actuelle est révélatrice: les très puissants lobbies réagissent avec un haut-le-cœur à l'idée que la société dans son ensemble puisse avoir un avis à donner sur la question. Pour l'essentiel, ils donnent l'impression que c'est à eux seuls de donner la réponse – et le reste de la société est priée de ne pas se mêler de ce qui ne la regarde pas.

Et c'est là que le bât blesse. Depuis le plan Wahlen, la

Suisse soutient sans discuter son secteur agricole. En soi, c'est assez normal: la Suisse n'est pas la Beauce ni le Midwest, sa géographie, ses sols, son climat, son altitude moyenne ne lui permettent pas une agriculture de rendement comme d'autres. Mais dès lors que la société finance très majoritairement le secteur agricole via les paiements directs, les barrières douanières et le soutien à la production, la moindre des choses est qu'elle ait son mot à dire – voire le dernier! – sur la direction que doit prendre ce secteur dans les prochaines années. ■ PIERRE DESSEMONTET, VICE-PRÉSIDENT DU PS VAUDOIS ET DÉPUTÉ



Pensons le sport de demain



grand conseil

Le 18 mai, le sport était l'objet de toute l'attention au Grand Conseil. Il a été question d'infrastructures, d'éducation physique et sportive, de sport associatif ou encore de sport santé. L'évolution de notre mode de vie tend à réduire nos activités physiques et sportives, notamment chez les enfants dont le taux de sédentarité est en augmentation par rapport aux générations précédentes. Le développement moteur des plus jeunes commence aussi à inquiéter les scientifiques.

Si le sport a des effets bénéfiques pour la santé, véhicule de belles valeurs, favorise la cohésion sociale et facilite l'intégration, de graves problèmes peuvent aussi y être liés – reflets de notre société – tels que les violences physiques et psychologiques, les abus sexuels, le harcèlement, le racisme, l'homophobie, le dopage ou encore le sexisme. De nombreux enjeux sociétaux entourent le sport et l'activité physique pour l'avenir. Le sport associatif et ses

180'000 membres est assurément un domaine où il y a un potentiel d'action important pour les pouvoirs publics.

La très grande majorité des structures sportives actuelles sont gérées par des bénévoles, qui bénéficient pour la plupart d'une formation élémentaire. C'est également le cas des activités offertes à la population. Toutefois, au-delà du fait de pratiquer la discipline sportive concernée, les monitrices et moniteurs, les dirigeantes et dirigeants se doivent à présent d'être des éducateurs ou éducatrices, des psychologues, des nutritionnistes, des pédagogues, des managers, etc. Force est de constater que les attentes de la société ne sont plus en adéquation avec le modèle sportif promu dans notre canton.

Le groupe socialiste a donc déposé dernièrement un postulat qui demande de mettre les représentantes et représentants du sport associatif, des communes et du canton autour d'une table afin de développer un nouveau modèle structurel qui répondra aux objectifs suivants:

- améliorer l'encadrement des activités et prévenir les abus en développant une offre de formation diversifiée et valorisante pour les bénévoles ainsi qu'en professionnalisant certaines structures sportives;
- renforcer et diversifier l'offre en activités physiques et sportives sur l'ensemble du territoire cantonal en mutualisant les forces et connaissances du monde sportif et en créant des liens avec les écoles et les unités d'accueil parascolaire;
- renforcer le financement du sport vaudois par un partenariat canton-communes inspiré de la loi sur les écoles de musique.

A l'exception du cadre scolaire et des manifestations internationales, le sport est un domaine trop peu intégré dans les réflexions politiques au niveau cantonal. Il est temps que cela évolue et que l'on développe une politique sportive cantonale globale. ■ SÉBASTIEN CALA, DÉPUTÉ

NON à une loi liberticide

votations Sous couvert de la protection de la population, la loi fédérale sur les mesures policières de lutte contre le terrorisme menace notre Etat de droit.

« Depuis quelques années, un air autoritaire souffle sur le globe ». Telle est la phrase qui introduisait notre dossier pour le moins inquiétant sur l'état de la démocratie à l'échelle mondiale dans notre numéro de décembre dernier. Six mois plus tard, le peuple suisse se rend aux urnes pour décider si la tendance se confirme sous nos latitudes en se prononçant sur la loi sur le terrorisme.

Attaque contre les droits humains

Bien qu'une forte lutte contre les activités terroristes soit impérative, la définition de ce qu'elles sont précisément est extrêmement vague, ouvrant la porte à de graves dérives autoritaires. Dorénavant, il suffira de « propager la crainte » pour tomber sous le coup de la loi. Ainsi, des militant-es exprimant leur désaccord avec toute politique étatique pourraient se retrouver muselés et leur liberté d'expression bafouée. Exit la présomption d'innocence, nous pourrions désormais subir des mesures restrictives (assignement à résidence, confinement, interdiction de contact ou de quitter le pays) sur de simples soupçons. Toutes ces mesures pourront être appliquées aux adultes et enfants dès l'âge de 12 ans par

la police, et non un tribunal, à l'exception de l'assignation à résidence, qui ne pourra par ailleurs être imposée « qu'à » partir de 15 ans. L'ONU n'a pas manqué de critiquer cette loi et de signaler qu'elle contrevient à la Convention sur les droits de l'enfant.

Pour un été synonyme de liberté

A l'heure où les restrictions sanitaires s'assouplissent, nous redonnant petit à petit un

goût de liberté retrouvée, il est impératif de préserver celle qui garantit notre expression. Je vous souhaite un très agréable été au sein de notre Etat de droit, et non d'extrême-droite.

■ ANDREA MÜNGER, CO-SECÉTAIRE GÉNÉRAL



Disponibilité du secrétariat - Eté 2021

Les bureaux du secrétariat seront fermés du 15 juillet au 15 août.
Chloé Besse sera en vacances du 12 juillet au 1er août.
Andrea Münger sera en vacances du 26 juillet au 15 août.
Joëlle Cosendey sera disponible en tout temps.

Agenda

26 JUIN | 14:00
EN LIGNE

CONGRÈS ORDINAIRE DU PS VAUDOIS

Les délégué-es seront invité-es à se prononcer sur les deux objets qui seront soumis au peuple le 26 septembre prochain: l'initiative « Alléger les impôts sur les salaires, imposer équitablement le capital » dite « Initiative 99% » et la modification du code civil suisse pour le Mariage pour tous. Le rapport de gestion 2020 du PS vaudois sera également soumis au Congrès.

Sandra Glardon

1ère syndique PS Une femme écrit l'histoire à la Tour-de-Peilz.

Boélande de toujours, mère de 4 enfants et directrice du Petit Caribou, Sandra Glardon a été élue le 28 mars dernier, après un ballottage général au premier tour, avec 56,02% des voix, juste derrière Elise Kaiser, Les Vert-e-s, membre de l'alliance Rose-Verte. Elue tacitement syndique de la Tour-de-Peilz, Sandra est devenue la première syndique de gauche de la ville.

Et un jour, je me lance!

Après des années à refuser les appels du pied du PS, elle accepte enfin et entre directement au Conseil communal en 2013. Elle devient rapidement présidente du groupe PS La Tour-de-Peilz et environs et préside le Conseil Communal en 2018 et 2019. Première à s'intéresser à la politique dans sa famille, Sandra a été largement soutenue par son entourage: «les gens ont cru en moi et mon potentiel. Ils avaient plus confiance en moi que moi, confiance en moi-même!» Un intérêt qui fait des émules : fin 2020, Léa Glardon, sa fille, rejoint elle aussi le Conseil communal.

Le PS, c'est un ADN

«Ce parti reflète ma philosophie de vie»: après une 1ère intervention réussie lors du budget 2016 pour sauver une place d'apprentissage, Sandra a compris qu'elle était pleine-

ment à sa place en politique et que même au niveau communal, il est possible de faire bouger les choses avec de l'engagement.

Femmes en politique: l'importance des modèles

Malgré le soutien grandissant de la société, mais aussi des pairs, «ce n'est toujours pas encore facile de se retrouver entourée d'hommes en politique. Ce sont des hommes faits par des hommes et qui réfléchissent pour des hommes!»

C'est pourquoi il faut des politiciennes dans les Conseils et les Municipalités, car «avoir des femmes en politique, cela permet une vision parfois plus pratique, surtout dans les domaines familiaux et liés à l'enfance, car, encore aujourd'hui, ce sont les femmes qui occupent largement ces domaines même

si la tendance est en train de gentiment changer, pour le mieux». De plus «ce sont des modèles, comprennent ce qu'on vit en tant que politicienne et femme. Elles peuvent alors

nous soutenir de la bonne manière et faire que nos idées de fassent entendre.»

■ PALOMA LOPEZ

«Ce parti reflète ma philosophie de vie»



Les projets qui lui tiennent à cœur: faire participer plus les Boéland-es à la vie politique et créer un véritable lieu de vie culturel intergénérationnel à La Tour-de-Peilz
© Myriam Rameil